

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 46 (2019)
Heft: 1

Artikel: "La démocratie directe apaise les tensions"
Autor: Hermann, Michael / Wenger, Susanne
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912743>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«La démocratie directe apaise les tensions»

velle direction, il cherche à réaffirmer ses racines chrétiennes et conservatrices depuis trois ans ainsi qu'à lancer un débat sur les valeurs de l'islam. Jusqu'à maintenant, ce positionnement n'a pas permis de stopper la tendance à la baisse, comme le montrent le baromètre électoral et les pertes de sièges dans les parlements cantonaux. À cela s'ajoute la concurrence au centre du PBD et des Verts libéraux qui cherchent à attirer les voix des électeurs. Cependant, le PDC est resté un parti influent au sein des gouvernements cantonaux et au Conseil des États.

Pour le PLR, le début de l'année électorale est plutôt prometteur. Le changement de stratégie amorcé en 2015 s'est poursuivi. Et depuis, aucun autre parti n'a gagné autant de sièges dans les parlements lors d'élections cantonales. Le baromètre électoral prédit également des suffrages en hausse. Selon les sondages, les électeurs font confiance à ce parti pour résoudre les problèmes importants, tels que la relation à l'UE. Le PLR semble avoir réussi à se détacher de son image de copinage économique. La direction du parti ne peut donc pas se réjouir de voir des «politiciens d'exécutive» romands soupçonnés d'avoir reçu de l'argent en échange de faveurs (cf. page 31).

Nouvelle génération

En marge des partis enracinés, la nouvelle génération intervient spontanément sur la scène politique en mettant à profit son agilité numérique. C'est le cas du mouvement *Operation Libero*, créé par de jeunes libéraux favorables à une Suisse ouverte sur le monde, qui attaque l'UDC sur tous les canaux avant certains scrutins. Elle contribue également à l'accélération de processus politiques lents. Lorsque le Conseil fédéral a voulu assouplir les critères pour l'exportation d'armes vers les pays en guerre civile, la pétition lancée en ligne en faveur d'une initiative populaire a recueilli, en l'espace de deux jours, le soutien de tant de citoyens indignés que le gouvernement a dû annuler sa décision. C'est également de cette manière qu'a été organisé le premier référendum sur Twitter: trois citoyens y ont lancé une collecte de signatures contre la surveillance des assurés par des détectives. La révision de la loi a été très rapidement soumise au vote du peuple. C'est la première fois en Suisse qu'un référendum a recueilli autant de signatures malgré l'absence de parti et d'organisation financière.

Dans neuf mois, on votera en Suisse. Interview du politologue Michael Hermann sur la fin de certains tabous, la «cohésion interne» et l'état de la démocratie suisse.



Le bernois Michael Hermann est un des observateurs politiques les plus pointus de Suisse. Géographe et politologue de formation, il dirige le centre de recherches Sotomo à Zurich. Photo: R. Ruis

«Revue Suisse»: M. Hermann, il y a trois ans, les Britanniques ont voté en faveur de la sortie de l'UE et les populistes de droite ont fêté cette victoire électorale en Europe et ailleurs. À cette époque, l'UDC, parti nationaliste et conservateur, a essuyé à l'inverse un sérieux revers. Comment l'expliquez-vous?

Michael Hermann: Ce que l'on observe actuellement dans différents pays a déjà eu lieu en Suisse. L'ascension de l'UDC a commencé dans les années 1990. La relation à l'Europe, l'immigration, la globalisation, les changements économiques et sociaux: ces thèmes, qui intéressent de nombreuses personnes, ont imprégné la vie politique de manière plus rapide et plus immédiate à cause de la démocratie directe. Des initiatives populaires ont été lancées, déclenchant des débats virulents et passionnés. Des tabous ont été brisés. Les décisions du peuple suisse ont fait du bruit en Europe.

L'interdiction des minarets, la votation contre l'«immigration de masse», le renvoi des étrangers criminels, le «non» à la naturalisation facilitée des seconds.

Tout à fait. Des journalistes étrangers m'ont appelé et m'ont demandé des explications. Un journal britannique a titré: «Switzerland: Europe's Heart of Darkness.» Les affiches provocatrices de l'UDC ont également surpris. Puis il y a eu la victoire électorale de l'UDC en 2015 et le glissement à droite. Mais depuis, la situation s'est calmée. Avec un réflexe typiquement suisse, les électeurs ont bridé une certaine prise de pouvoir par l'UDC. Aujourd'hui, les choix politiques de la Suisse sont à nouveau plus mesurés et la population s'est elle-même exprimée à maintes reprises contre une extension de la démocratie directe au détriment de l'Etat de droit. Nous avons déjà traité et intégré dans notre

système les thèmes qui sont actuellement abordés en Europe et aux USA.

Le système suisse est à la recherche d'un équilibre. Mais le pays est-il encore réformable? D'importantes réformes, comme celle sur la prévoyance vieillesse, ont été stoppées par les urnes.

La démocratie directe s'imprègne rapidement des préoccupations des gens, apaise les tensions et résout les conflits. Elle a de nombreux avantages, mais la réformabilité n'en fait pas partie. Et cela a toujours été. Comparé aux autres pays européens, il nous a fallu une éternité pour introduire l'AVS et le droit de vote des femmes. Former des alliances pour éviter le combat électoral permanent est désormais un défi difficile à relever. En effet, l'UDC et le PS préfèrent camper sur la ligne politique de leur parti plutôt que de chercher un compromis. Sur le fond, leurs divergences ne sont pas souvent flagrantes. Lors de la réforme de la prévoyance, l'UDC néolibérale s'est opposée au PS social-démocrate uniquement sur une différence de 70 francs sur la rente.

Quel impact la perte de vitesse du centre peut-elle avoir sur la Suisse?

N'ayant pas de système d'alternance politique, les élections ne consistent pas, pour un parti, à rester ou à accéder au pouvoir. Les électeurs ne peuvent qu'aguiller les choses: un peu à gauche, un peu à droite, progressiste là, conservateur ici, un peu plus vert. Cette tendance n'est pas favorable aux partis du centre qui, comme le PDC, n'ont pas d'orientation clairement définie. Leurs points forts consistent à bâtir des ponts ou à forger des compromis. Mais si le centre se rétrécit, la «cohérence interne» du système risque d'être affaiblie.

Pourquoi la social-démocratie parvient-elle à conserver son pourcentage de voix en Suisse alors qu'elle s'effondre dans de nombreux pays d'Europe?

Contrairement aux partis sociaux-démocrates européens, le PS s'est clairement positionné à gauche. Son programme est donc clair. Mais bien avant cela, il s'était déjà fait l'écho de thèmes écologiques et sociaux qui lui ont permis de gagner des voix parmi de nouvelles couches électorales et de devenir moins dépendant du vote ouvrier. Il n'a jamais gouverné seul en raison du système suisse de partage du pouvoir. Même s'il est représenté au Conseil fédéral, il peut également être dans l'opposition au Parlement.

La démocratie directe s'imprègne rapidement des préoccupations des gens, apaise les tensions et résout les conflits.

Dans certains pays, la poussée des populistes de droite suscite des inquiétudes pour la démocratie. La presse et l'«establishment» sont attaqués. Des «fake news» et des campagnes de dénigrement sont lancées sur Internet. Contrairement à ces pays, la Suisse est-elle toujours un modèle de démocratie?

La Suisse est un pays stable où l'économie est florissante. Le système empêche le développement de figures ou de partis autoritaires. Cependant, la démocratie suisse a aussi des problèmes. Le système de milice s'érode et nombreux lobbyistes siègent au Parlement. Le financement des partis manque de transparence et aucune limite n'est fixée. Enfin, le système des médias s'effrite à grande vitesse, car les journaux ne sont plus soutenus par le modèle économique. Grâce à leurs profondes ramifications dans les régions, les médias ont pourtant toujours été un pilier de la Suisse fédérale.